

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 29 juin 1959, d'une demande d'avis, as un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "relatif à l'organisation d'une Société nationale d'investissement et de Sociétés d'investissement régionales", donné le 1er juillet 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 29e juni 1959 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de organisatie van een Nationale Investeringsvennootschap en van Gewestelijke Investeringsvennootschappen", heeft de 1e juli 1959 het volgend advies gegeven :

Un projet de loi "instituant une Société nationale des investissements" a déjà été soumis au Conseil d'Etat le 17 juin 1952 et déposé sur le bureau de la Chambre des représentants (Doc. parl. Chambre, session 1951-1952, n° 637).

Une comparaison des deux projets permet de mettre en lumière les innovations qui ont été adoptées et, par là, de mieux comprendre la portée du nouveau projet. Les innovations principales portent sur les points suivants :

1. Outre l'existence d'une Société nationale des investissements, le nouveau projet prévoit la création de sociétés régionales de droit privé qui seront soumises à une agrération.
2. Le nouveau projet impose aux sociétés d'investissement de céder les actions qu'elles possèdent aux sociétés qui les ont émises au moment que celles-ci choisissent, tandis que l'exposé des motifs de l'ancien projet estimait impossible d'imposer des délais de réalisation obligatoires sans nuire à l'équilibre de la gestion de la Société nationale d'investissement.
3. L'octroi de la garantie de l'Etat accordée aux emprunts de la Société nationale était tempéré par la nécessité d'une "approbation préalable" du Ministre des Finances avant chaque émission.

.../...

4. Selon l'ancien projet, la Société nationale ne pouvait distribuer qu'un dividende de 6 p.c. Cette limitation ne se retrouve plus aujourd'hui.

5. Des exonérations de taxe mobilière, de droits de timbre et de droits d'enregistrement avaient été prévues en faveur de la Société nationale. Elles n'ont pas été reprises.

6. Il en est de même de l'autorisation donnée au directeur général de l'enregistrement et des domaines de conférer l'authenticité à tous les actes intéressant la Société nationale.

7. L'exposé des motifs du projet de 1952 manifestait l'intention du Gouvernement de soumettre la Société nationale aux dispositions projetées à l'égard des organismes d'intérêt public de la catégorie D, qui ont été consacrées par la loi du 16 mars 1954.

+

+ +

Le projet présente certaines lacunes parmi lesquelles on peut relever :

A. La Société nationale est une société anonyme de droit public. Le projet de loi contient quelques règles de fonctionnement de cette société, mais il est loin d'être complet à cet égard.

.../...

On peut se demander à quelles règles il conviendra de se référer en l'absence de dispositions précises. L'indication dans le projet des articles des lois coordonnées sur les sociétés commerciales qui seraient applicables à la Société nationale pallierait cette difficulté.

B. Le projet ne dit pas que les engagements de la Société nationale sont réputés commerciaux, alors que ceux des sociétés régionales agréées le seront certainement, puisqu'il s'agit de sociétés anonymes de droit privé.

C. La tutelle de la Société nationale paraît insuffisamment assurée par la seule présence d'un commissaire du Gouvernement, dont les pouvoirs sont fort succinctement définis.

Ce problème serait résolu si la Société nationale était classée parmi les organismes d'intérêt public de la catégorie D, ainsi que le projet de loi n° 637 de 1952 en avait exprimé l'intention.

D. Le projet de loi entend créer "un réseau" de sociétés d'investissement.

La hiérarchie des sociétés se manifeste dans l'article 9 du projet, selon lequel la Société nationale "est chargée de veiller au respect par les S.R.I. des prescriptions auxquelles leur agrégation est subordonnée"

Etant donné que cette agréation est accordée par le Roi, la Société nationale ne pourra exercer la tutelle à l'égard des sociétés régionales comme le font la Société nationale du logement, la Société nationale de la petite propriété terrienne ou la Caisse générale d'épargne et de retraite, sur leurs sociétés agréées. Ces dernières reçoivent l'agréation de la Société nationale ou de la Caisse générale et ne peuvent valablement contracter un emprunt sans l'autorisation de l'organisme tutélaire.

E. Certaines règles qui figurent dans les dispositions destinées à s'incorporer aux statuts devraient se trouver dans le projet de loi, par exemple, l'objet social de la Société nationale et l'exercice du pouvoir de tutelle par le Ministre des Finances.

F. Le projet de loi devrait encore se prononcer sur la destination des bénéfices éventuels de la Société nationale, sur la rémunération des administrateurs, ainsi que sur le mode de dissolution et de liquidation de cette société.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

L'article 1er constitue, à lui seul, sous le titre "Objet", un chapitre distinct du projet de loi. Il n'a cependant pas pour but de déterminer l'objet social des sociétés d'investissement, mais, selon l'exposé des motifs, il "définit les objectifs de la loi".

.../...

Etant donné qu'il ne formule pas de norme juridique, il conviendrait de le supprimer. Les idées qu'il contient trouveraient mieux leur expression dans l'exposé des motifs.

D'ailleurs le membre de phrase : "à l'intervention des Ministres des Finances et des Affaires économiques" ne paraît pas répondre aux intentions du Gouvernement en ce qui concerne les sociétés régionales qui seront des créations de droit privé. Quant à la Société nationale, il suffirait de prévoir à l'article 2 qu'elle sera créée à l'initiative des Ministres désignés. Si par l'emploi du mot "intervention", le Gouvernement entendait en outre donner à ces Ministres le pouvoir de passer les actes authentiques nécessaires, il conviendrait de l'énoncer expressément.

Article 2.

Cet article renvoie aux dispositions annexées au projet de loi, c'est-à-dire à celles qui doivent obligatoirement faire partie des statuts de la Société nationale des investissements.

Contrairement à certains précédents, telle la loi du 17 juin 1953 portant organisation des transports en commun de la région bruxelloise, le texte complet des statuts n'est pas annexé au projet et ni le Roi, ni l'assemblée générale de la Société ne reçoivent l'autorisation de modifier les dispositions annexées au projet. On doit en déduire que celles-ci ont valeur de loi. Les statuts devront donc contenir ces dispositions, faute de quoi la constitution de la société serait viciée.

.../...

Les dispositions annexées doivent, par conséquent, être votées par les Chambres législatives. Le projet de loi gagnerait en cohésion si les dispositions annexées y étaient intégrées.

Article 3.

Sans observation.

Article 4.

L'Etat garantit le remboursement des emprunts de la Société nationale des investissements pour un montant de deux milliards, pouvant être porté à trois milliards par arrêté royal délibéré en Conseil.

L'article 4 est rédigé de manière absolue : il ne soumet l'octroi de la garantie de l'Etat à aucune condition; celle-ci est acquise par le fait de la loi. Comme il a été dit ci-dessus, le projet de loi n° 637 de 1952 avait, au contraire, soumis l'émission d'obligations ou de bons de caisse à l'approbation préalable du Ministre des Finances (article 12).

Article 5.

Les sociétés régionales d'investissement doivent être des "sociétés anonymes de droit privé". Elles pourront "prendre des participations minoritaires dans le capital des sociétés dont le siège social ou le principal établissement est en Belgique ou au Congo, consentir des prêts à cinq ans et plus et souscrire des obligations".

Ce texte soulève les observations suivantes :

1. Les conséquences et les avantages qui découlent de l'agrération n'apparaissent pas dans le projet. Ils devraient y être décrits plutôt que de figurer dans les statuts.

Ces précisions sont d'autant plus nécessaires qu'aucune règle légale ne limite la création de sociétés privées d'investissement. L'agrération n'est donc pas, comme c'est le cas pour les banques, une autorisation pour l'exercice d'une activité.

2. La législation actuellement en vigueur ne permet pas aux provinces et aux communes de participer à une société anonyme de droit privé. On peut se demander s'il ne conviendrait pas de lever cet empêchement, en tenant compte de l'intérêt que certains pouvoirs publics subordonnés portent au développement économique de leur région.

3. L'obligation faite aux sociétés régionales d'être des sociétés anonymes empêchera l'agrération de sociétés coloniales d'investissement qui seraient constituées sous la forme de sociétés par actions à responsabilité limitée. Aussi on ne voit pas comment une société régionale établie en Belgique pourrait investir au Congo belge sans perdre son caractère régional.

4. Les participations dans le capital de sociétés ayant leur siège social au Ruanda-Urundi sont exclues.

5. Le texte ne dit pas que les prêts et la souscription d'obligations doivent être consentis à des sociétés dont le siège social ou le principal établissement est en Belgique ou au Congo belge, telle semble pourtant l'intention du Gouvernement. Le texte devrait être rédigé de manière plus explicite.

Article 6.

L'alinéa 1er du paragraphe 1er n'indique pas la principale dérogation qui est apportée à l'article 72 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, à savoir que la décision de réduire le capital ne sera pas prise par l'assemblée générale de la société. Selon l'exposé des motifs ce pouvoir doit être confié au conseil d'administration.

Dès lors, cet alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"La Société dont une partie du capital est représentée par des actions que détient une société d'investissement peut lui racheter ces actions en réduisant son capital à due concurrence. Par dérogation à l'article 72 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, cette décision est prise par le conseil d'administration; elle est constatée par acte authentique, soumis à la publication prévue par l'article 10 des mêmes lois".

Selon le paragraphe 2, la société d'investissement est tenue de vendre, aux sociétés qui le demandent, les parts qu'elle détient dans leur capital. Si le prix proposé par elles lui paraît insuffisant, un collège de trois experts est chargé de déterminer la valeur des actions.

Cette disposition appelle plusieurs observations :

- 1° L'offre doit être faite par l'acheteur. Si la société d'investissement la trouve insuffisante, elle doit provoquer la désignation de trois experts.

Le projet ne dit pas comment ces experts seront désignés et n'indique pas la partie qui devra supporter les frais de l'expertise. Ceux-ci seront-ils considérés comme des accessoires du prix de vente ou seront-ils mis à charge de la société d'investissement si l'offre repoussée est jugée convenable par les experts ?

Des difficultés pourront également surgir si les experts concluent à un prix inférieur à celui de l'offre. Celle-ci sera-t-elle considérée comme retirée ?

- 2° L'exposé des motifs justifie le système en signalant que "la solution est d'ailleurs reprise du précédent de l'impôt sur le capital".

Si l'idée du rachat de ses propres actions par une société est contenue dans la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital, il y a lieu de remarquer que l'application en a toutefois été faite fort différemment:

- a) l'Etat n'était pas tenu de vendre les titres qu'il détenait;
 - b) l'offre de prix était faite par l'Etat et non par la société;
 - c) en cas de rejet par la société de l'offre de vente, l'Etat avait la liberté de vendre les titres au mieux de ses intérêts; le projet soumis prévoit l'expertise;
 - d) lorsque l'Etat désirait vendre, le droit de préemption de la société devait s'exercer dans les quarante jours; le projet soumis prévoit un délai de trois mois.
- 3° Le système du projet pourrait avoir pour conséquence que les sociétés ne rachèteraient leurs titres que lorsqu'elles seraient en mesure de préjuger leur prospérité future. Les sociétés d'investissement seraient ainsi exposées à ne conserver que des actions d'entreprises à rendement moindre.

Articles 7 et 8.

Ces articles modifient implicitement l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935. Il serait préférable que les modifications envisagées soient intégrées à l'arrêté royal, de manière à éviter une dispersion de la matière.

Article 9.

Tel que cet article est rédigé, on ne voit pas comment la Société nationale pourra surveiller les sociétés régionales, puisqu'elle ne dispose pas de la possibilité d'y nommer un commissaire.

Article 10.

L'exposé des motifs indique que pour bénéficier de l'exonération de la taxe professionnelle, "le profit doit être réinvesti".

Cette condition ne figure pas dans le texte du projet.

Article 11.

Cet article dispose que : "Le Roi détermine... les conditions d'application des articles ci-dessus".

La référence aux articles "ci-dessus" est imprécise. On peut douter de sa portée, qui peut s'étendre aux articles du chapitre III ou à tous les articles du projet.

+

+

+

.../...

Dans le court délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat n'a pas eu la possibilité d'examiner les dispositions à incorporer aux statuts de la Société nationale d'investissement.

Cependant, l'article 15 de ces dispositions ne peut manquer de retenir l'attention. Il prévoit que le président du collège des commissaires est nommé "par le Roi sur une double liste présentée conjointement par les Ministres des Finances et des Affaires économiques".

On se demande quel est, dans ce système, le Ministre appelé à contresigner l'acte de nomination.

Een ontwerp van wet tot instelling van een Nationale Maatschappij voor investering is reeds op 17 juni 1952 aan de Raad van State voorgelegd en bij de Kamer van volksvertegenwoordigers ingediend (Parl. doc. Kamer, zitting 1951-1952, nr 637).

Een vergelijking van beide ontwerpen brengt de ingevoerde nieuwigheden beter aan het licht en bevordert dus ook het inzicht in de strekking van het nieuwe ontwerp. De voornaamste nieuwigheden betreffen de volgende punten :

1. Behalve het instellen van een Nationale Investeringsmaatschappij voorziet het nieuwe ontwerp in de oprichting van privaatrechtelijke gewestelijke maatschappijen, die zullen moeten worden erkend.
2. Het nieuwe ontwerp verplicht de investeringsmaatschappijen, de aandelen welke zij bezitten over te dragen aan de maatschappijen die ze hebben uitgegeven, en wel op het tijdstip dat deze verkiezen, terwijl de memorie van toelichting bij het vroeger ontwerp het onmogelijk achtte verplichte termijnen voor tegeldemaking op te leggen, zonder dat het evenwicht van het beheer van de Nationale Investeringsmaatschappij daardoor zou worden geschaad.
3. Aan leningen van de Nationale Maatschappij kan geen Staatswaarborg worden verbonden zonder "voorafgaande goedkeuring" van de Minister van Financiën vóór iedere uitgifte.

4. Volgens het vroeger ontwerp mocht de Nationale Maatschappij maar een dividend van 6 t.h. uitkeren. Deze beperking is vervallen.

5. De Nationale Maatschappij zou vrijstellingen van mobiliënbelasting, van zegelrechten en registratierechten genieten. Nu niet meer.

6. Er is ook geen sprake meer van de aan de directeur-generaal van registratie en domeinen verleende machtiging, authentieke waarde te verbinden aan alle akten betreffende de Nationale Maatschappij.

7. In de memorie van toelichting bij het ontwerp van 1952 gaf de Regering haar voornemen te kennen, de Nationale Maatschappij te onderwerpen aan de ontworpen voorzieningen voor de instellingen van openbaar nut van categorie D, welke naderhand vastgelegd zijn in de wet van 16 maart 1954.

+

+ +

Het ontwerp vertoont een aantal leemten, onder meer de volgende :

A. De Nationale Maatschappij is een publiek-rechtelijke naamloze vennootschap. Het ontwerp van wet bevat weliswaar enkele werkingsregelen voor die maatschappij, maar is dienaangaande op verre na niet volledig.

... /...

De vraag doet zich voor, welke regelen als richtsnoer zullen moeten dienen waar nauwkeurige bepalingen ontbreken. De moeilijkheid kan worden verholpen door in het ontwerp aan te geven welke artikelen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen toepassing vinden ten aanzien van de Nationale Maatschappij.

B. Het ontwerp zegt niet dat de verbintenissen van de Nationale Maatschappij worden geacht handelsverbintenissen te zijn; voor verbintenissen van erkende gewestelijke maatschappijen lijkt dit geen twijfel, want het zijn privaatrechtelijke naamloze vennootschappen.

C. De blote aanwezigheid van een Regeringscommissaris, wiens bevoegdheid zeer summier is omschreven, lijkt geen voldoende waarborg te zijn voor het toezicht op de Nationale Maatschappij.

De oplossing ware, de Nationale Maatschappij onder de instellingen van openbaar nut van categorie D in te delen, zoals het ontwerp van wet 637 van 1952 zich voornam te doen.

D. Het ontwerp van wet bedoelt, een "net" van investeringsmaatschappijen op te richten.

De hiërarchie van de maatschappijen komt tot uiting in artikel 9 van het ontwerp, volgens hetwelk de Nationale Maatschappij "er voor moet waken dat de G.I.V. de voorschriften, waaraan hun erkenning onderworpen is, in acht nemen".

.../...

Aangezien de Koning deze erkenning verleent, zal de Nationale Maatschappij het toezicht op de gewestelijke maatschappijen niet kunnen uitoefenen zoals de Nationale Maatschappij voor de huisvesting, de Nationale Maatschappij voor de kleine landeigendom of de Algemene Spaar- en Lijfrentekas dit op hun erkende maatschappijen doen. Deze laatste krijgen hun erkenning van de Nationale Maatschappij of van de Spaarkas en kunnen zonder machtiging van het toezienend orgaan geen leningen op geldige wijze aangaan.

E. Een aantal regelen, bijvoorbeeld het maatschappelijk doel van de maatschappij en het uitoefenen van toezicht door de Minister van Financiën, die voorgesteld zijn als toekomstige onderdelen van de statuten, zouden in het ontwerp van wet zelf moeten staan.

F. Het ontwerp van wet zou ook uitsluitend moeten geven over de bestemming van eventuele winsten van de Nationale Maatschappij, over de bezoldiging van beheerders en over de wijze van ontbinding en vereffening van deze maatschappij.

Onderzoek der artikelen.

Artikel 1.

Artikel 1 vormt op zich zelf onder de titel "Voorwerp" een afzonderlijk hoofdstuk van het ontwerp van wet. Het bedoelt echter niet het maatschappelijk doel van de investeringsmaatschappijen te omschrijven maar, zo heet het in de memorie van toelichting, "het bepaalt de doeleinden der wet".

Het bevat geen rechtsnormen, zodat het achterwege kan blijven. De daarin verwerkte gedachten zouden beter in de memorie van toelichting staan.

De woorden : "door bemiddeling der Ministers van Financiën en van Economische Zaken" schijnen overigens niet te beantwoorden aan de bedoelingen die de Regering heeft met de gewestelijke maatschappijen, welke privaatrechtelijke inrichtingen zullen zijn. Ten aanzien van de Nationale Maatschappij kan worden volstaan met in artikel 2 te zeggen, dat zij op initiatief van de aangewezen Ministers zal worden opgericht. Mocht de Regering voorts onder "bemiddeling" verstaan, dat die Ministers bevoegd zullen zijn tot het opmaken van de nodige authentieke akten, dan behoort dit uitdrukkelijk te worden gezegd.

Artikel 2.

Dit artikel verwijst naar de bij het ontwerp van wet gevoegde bepalingen, namelijk die welke noodzakelijk in de statuten van de Nationale Investeringsmaatschappij moeten worden opgenomen.

Anders dan in sommige precedentes, zoals de wet van 17 juni 1953 op de inrichting van het gemeenschappelijk vervoer in de streek van Brussel, is de volledige tekst van de statuten niet bij het ontwerp gevoegd, en worden noch de Koning noch de algemene

.../...

vergadering van de maatschappij gemachtigd tot het wijzigen van de bij het ontwerp gevoegde bepalingen, hetgeen de conclusie wettigt dat deze kracht van wet zullen hebben. De statuten zullen deze bepalingen dus moeten bevatten, zoniet zou de geldigheid van de samenstelling van de maatschappij aangetast zijn.

De bijgevoegde bepalingen moeten dus door de Wetgevende Kamers worden goedgekeurd. Het opnemen van die bepalingen zou de samenhang van het ontwerp van wet bevorderen.

Artikel 3.

Geen opmerking.

Artikel 4.

De Staat waarborgt de terugbetaling van de leningen van de Nationale Investeringsmaatschappij tot een bedrag van 2 miljard, hetwelk bij een in Minister-raad overlegd koninklijk besluit tot 3 miljard kan worden verhoogd.

Artikel 4 is in absolute bewoordingen gesteld: het stelt geen eisen voor het verlenen van Staatswaarborg; deze is door het feit zelf van de wet verkregen.

.../...

Zoals hierboven is gezegd, was in het ontwerp van wet nr 637 van 1952 daarentegen vooraangaande goedkeuring van de Minister van Financiën vereist voor het uitgeven van obligaties of van kasbons (artikel 12).

Artikel 5.

De gewestelijke investeringsmaatschappijen moeten "privaatrechtelijke naamloze vennootschappen" zijn. Zij kunnen "minderheidsparticipaties nemen in het kapitaal van vennootschappen waarvan de maatschappelijke zetel of voornaamste bestuursinrichting gelegen is in België of Congo, leningen over vijf jaar en meer toestaan en op obligaties inschrijven".

Bij die tekst is het volgende op te merken :

1. Welke gevolgen en voordelen de erkenning met zich brengt is in het ontwerp niet gezegd. Zij zouden aldaar veleer dan in de statuten moeten worden omschreven.

Deze bijzonderheden zijn des te noodzakelijker, daar de oprichting van private investeringsvennootschappen door generlei wettelijke regel wordt beperkt. De erkenning is dus niet, zoals voor de banken, een machtiging tot het uitoefenen van een activiteit.

.../...

2. De thans geldende wetgeving staat provincies en gemeenten niet toe deel te nemen aan een privaatrechtelijke naamloze vennootschap. De vraag is of het niet aangewezen ware dit beletsel weg te nemen als men bedenkt hoe ook sommige ondergeschikte overheidslichamen met de economische ontwikkeling van hun streek begaan zijn.

3. De aan de gewestelijke maatschappijen opgelegde verplichting naamloze vennootschappen te zijn, zal de erkenning in de weg staan van koloniale investeringsmaatschappijen die in de vorm van aandelenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid mochten worden opgericht. Het is dan ook niet duidelijk hoe een in België gevestigde gewestelijke maatschappij in Belgisch-Congo zou kunnen investeren zonder haar gewestelijk karakter te verliezen.

4. Participaties in het kapitaal van vennootschappen die hun maatschappelijke zetel in Ruanda-Urundi hebben, zijn uitgesloten.

5. De tekst zegt niet dat de leningen en inschrijvingen op obligaties moeten worden toegestaan aan vennootschappen die hun maatschappelijke zetel of voor naamste bestuursinrichting in België of in Belgisch-Congo hebben ; dit lijkt nochtans de bedoeling van de Regering te zijn. De tekst zou explicieter moeten zijn.

.../...

Artikel 6.

Het eerste lid van paragraaf 1 zegt niets over de voornaamste afwijking van artikel 72 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, die hierin bestaat dat de beslissing tot kapitaalsvermindering niet door de algemene vergadering van de maatschappij zal worden genomen. Volgens de memorie van toelichting moet die bevoegdheid aan de raad van beheer worden toegekend.

Dit lid zou derhalve beter als volgt worden gelezen :

"De vennootschap waarvan het kapitaal voor een deel vertegenwoordigd is door aandelen die in het bezit zijn van een investeringsmaatschappij, kan die aandelen van deze laatste afkopen door haar kapitaal tot een zodanig bedrag als nodig is te verminderen. In afwijking van artikel 72 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen wordt deze beslissing door de raad van beheer genomen; zij wordt vastgesteld bij authentieke akte die overeenkomstig artikel 10 van diezelfde wetten moet worden bekendgemaakt".

Volgens paragraaf 2 is de investeringsmaatschappij gehouden aan de vennootschappen die erom verzoeken, de door haar in hun kapitaal genomen aandelen te verkopen. Indien zij de door hen aangeboden prijs niet toereikend acht, wordt een college van drie deskundigen met de vaststelling van de waarden van bedoelde aandelen belast.

Bij deze bepaling zijn verschillende opmerkingen te maken :

- 1° Het aanbod moet van de koper uitgaan. Acht de investeringsmaatschappij het aanbod ontoereikend, dan moet zij er voor zorgen dat drie deskundigen worden aangesteld.

Het ontwerp zegt niet hoe die deskundigen zullen worden aangewezen ; het zegt evenmin welke partij de kosten van het onderzoek door deskundigen zal moeten dragen. Zullen die kosten worden beschouwd als bijkomend bestanddeel van de verkoopprijs, of zullen zij ten laste van de investeringsvennootschap komen indien de deskundigen het afgewezen aanbod voldoende achten ?

Ook kunnen moeilijkheden ontstaan indien de deskundigen tot een prijs komen die lager is dan het aanbod. Zal het aanbod dan als ingetrokken worden beschouwd ?

- 2° De memorie van toelichting verantwoordt de regeling door er op te wijzen, dat "de oplossing overigens steunt op een voorgaande, namelijk de belasting op het kapitaal ?

Al ligt de gedachte, dat een vennootschap haar eigen aandelen kan terugkopen, wel besloten in de wet van 17 oktober 1945 tot invoering van een belasting op het kapitaal, toch moge worden opgemerkt dat de toepassing ervan geheel anders is geweest :

- a) de Staat was niet gehouden de aandelen die hij onder zich had, te verkopen ;
 - b) de prijsofferte ging uit van de Staat en niet van de vennootschap ;
 - c) wees de vennootschap het aanbod tot verkoop af, dan kon de Staat de aandelen op de voor hem voordeligste wijze verkopen; volgens het ontwerp moet een onderzoek door deskundigen worden gevraagd ;
 - d) wilde de Staat verkopen, dan moest de vennootschap haar recht van voorkoop binnen veertig dagen uitoefenen ; het voorgelegd ontwerp stelt een termijn van drie maanden.
- 3° De ontworpen regeling zou ertoe kunnen leiden, dat de vennootschappen hun aandelen alleen dan terugkopen wanneer zij in staat zijn hun komende voorspoed te voorzien. De investeringsmaatschappijen zouden dus het gevaar lopen nog alleen aandelen van minder renderende ondernemingen onder zich te houden.

Artikelen 7 en 8.

Deze artikelen wijzigen stilzwijgend het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935. Om de stof niet te versnipperen, ware het raadzaam de voorgenomen wijzigingen in het koninklijk besluit op te nemen.

.../...

Artikel 9.

Zoals dit artikel thans is gesteld, is het niet duidelijk hoe de Nationale Maatschappij op de gewestelijke maatschappijen toezicht zal kunnen houden; zij kan er immers geen commissaris benoemen.

Artikel 10.

De memorie van toelichting wijst erop dat, om vrijstelling van bedrijfsbelasting te genieten, "de winst moet worden gereëvesteerd".

Deze voorwaarde is in de tekst van het ontwerp niet opgenomen.

Artikel 11.

Dit artikel zegt : "De Koning bepaalt ... de toepassingsvoorwaarden der voorafgaande artikelen".

De verwijzing naar de "voorafgaande" artikelen is vaag. Er kan twijfel bestaan over haar draagwijdte, die ofwel de artikelen van hoofdstuk III, ofwel alle artikelen van het ontwerp kan bestrijken.

+
+ +

.../...

Binnen de korte termijn waarover hij heeft beschikt, heeft de Raad van State geen onderzoek kunnen wijden aan de bepalingen die in de statuten der Nationale Investeringsmaatschappij moeten worden opgenomen.

Artikel 15 van deze bepalingen mag echter niet onopgemerkt voorbijgaan. Het bepaalt immers dat de Koning de voorzitter van het college der commissarissen benoemt "uit een samen door de Ministers van Financiën en van Economische Zaken voorgedragen dubbele lijst".

De vraag is dan welke Minister het benoemingsbesluit mede moet ondertekenen.

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

P.ANSIAUX, assesseur de la section
de législation,
bijzitter van de afdeling
wetgeving,

Madame : J.DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw: adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.G.PIQUET, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.DE KOSTER.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.PIQUET, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.